



Histoire – Géographie, Géopolitique et Sciences Politiques

Proposition de mise en œuvre pour la séquence introductive

Formation Nouveau programme

11 & 12 Juin 2019

Thomas DEGUFFROY – Professeur d'Histoire-Géographie au lycée Guy Mollet d'Arras

Stanislas D'ORNANO – Professeur de Sciences Economiques et Sociales au lycée Arthur Rimbaud de Sin-le-Noble

Présentation de la séquence introductive de l'année (5 heures)

- ☞ Volonté de ne pas traiter séparément les 4 champs disciplinaires
- ☞ Volonté d'incarner le propos par un exemple concret permettant de croiser les 4.
- ☞ Volonté de partir d'un fait d'actualité pour incarner et donner du sens : le « mur de Trump »



Le « mur de Trump » à Tijuana sur la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique (2018)

Pour les élèves : se questionner
Pourquoi ce mur ?
Pourquoi sécuriser la frontière ?
Est-ce légal?

Puis chercher pour **analyser** une situation, **se documenter** dessus pour la **comprendre** et être enfin capable de **l'expliquer**.

☞ On déploie la démarche de réflexion dès l'introduction du programme

Séance 1 - Le « mur Trump », un objet complexe à COMPRENDRE.

- Travail sur 1 dossier documentaire commun mais divisé en 4 selon un angle disciplinaire (4 sous-thèmes non titrés).
- Travail individuel en autonomie sur documents avec consignes et un bilan (pourquoi ce mur pose problème ?)
- Hors la classe : quelle discipline a été mobilisée ?

- Notion : frontière
- Capacités et méthodes:
 - Analyser
 - Contextualiser

Séance 2 - Le « mur Trump », un objet complexe à COMPRENDRE.

- Mise en commun : production commune de deux synthèses :
- d'abord un travail de mutualisation au sein du sous-thème pour produire une synthèse commune
 - ensuite une synthèse des synthèses pour produire le document global (avec un rapporteur par groupe)

- Notion : frontière
- Capacités et méthodes:
 - S'exprimer à l'oral

Séance 3 & 4 - Comment les sciences peuvent-elles permettre de COMPRENDRE un enjeu du monde contemporain: le « mur Trump » ?

- Travail sur des documents scientifiques qui présentent les 4 champs disciplinaires.

- Notions: histoire ; géographie; géopolitique; sciences politiques
- Capacités et méthodes:
 - Analyser

Séance 5 - Quel est intérêt d'un regard croisé pour COMPRENDRE un objet complexe : le « mur Trump » ?

- Travail réflexif sur la production commune de la séance 2 avec l'apport des séances 3 et 4.
- Produire un schéma autour de la photo initiale avec les 4 apports des champs disciplinaires respectifs

- Notions: histoire ; géographie; géopolitique; sciences politiques
- Capacités et méthodes:
 - Adopter une démarche réflexive

Séance 1 – Travail sur dossier documentaire

Un dossier documentaire qui permet d'aborder l'intérêt de chaque discipline et de « mettre en critique » les discours sur le mur de Trump pour mieux en saisir la complexité grâce à L'HISTOIRE

Travail à partir d'un site d'information: France Culture

Doc 1 – Extrait d'une émission radio

Doc 2 – Article en ligne sur le site



SAVOIRS

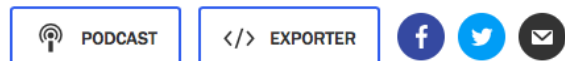
CONCORDANCE DES TEMPS par Jean-Noël Jeanneney

TOUS LES SAMEDI DE 10H À 11H

États-Unis et Mexique : une frontière cruelle

18/11/2017

59 MIN



La frontière de 3200 kilomètres qui sépare les deux pays s'est imposée emblématiquement au cœur de la dernière campagne présidentielle américaine. Une frontière qui fut longtemps mouvante et disputée, au cœur depuis trois siècles de tous les affrontements concrets et symboliques.

INTERVENANTS

Emmanuelle Perez Tisserant

Maîtresse de conférences en Histoire à l'université de Toulouse

<https://www.franceculture.fr/emissions/concordance-des-temps/etats-unis-et-mexique-une-frontiere-cruelle>

Le mur de Trump, une vieille histoire

27/01/2017

Par Camille Renard



carte | Donald Trump signait mercredi un décret autorisant la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique. La surenchère d'une militarisation de la frontière qui remonte aux années 1970. Une escalade sécuritaire républicaine comme démocrate, exposée en cinq cartes.

1) 1978 : Quatre premières barrières



Première étape de la militarisation de la frontière mexicaine • Crédits : Camille Renard - Radio France

2) 1984 : 23 nouvelles bases pour les patrouilles



2e étape de la militarisation de la frontière mexicaine • Crédits : Camille Renard - Radio France

3) 1991 : 22 km de barrières en Californie



3e étape de la militarisation de la frontière mexicaine • Crédits : Camille Renard - Radio France

4) 1996 : 8 nouvelles clôtures



4e étape de la militarisation de la frontière mexicaine • Crédits : Camille Renard - Radio France

5) 2006-2012 : 1 200 km de clôture, sous une surveillance de plus en plus technologique



5e étape de la militarisation de la frontière mexicaine • Crédits : Camille Renard - Radio France

Source: Caroline Renard, « Le mur de Trump, une vieille histoire », *franceculture.fr*, 27/01/2017

Un dossier documentaire qui permet d'aborder l'intérêt de chaque discipline et de « mettre en critique » les discours sur le mur de Trump pour mieux en saisir la complexité grâce à LA GEOGRAPHIE

Travail à partir d'un site Internet: le Diploweb

« 2.La frontière : une ligne en pointillé, une « zone de passage où l'on rencontre autant que l'on affronte l'inconnu »

C'est de fait la frontière la plus traversée du monde avec **3 millions de mouvements par an (migrants autorisés ou illégaux, soit plus d'un million, et 1,5 million reconduits)**. Tijuana en est le poste frontalier le plus fréquenté du monde (200 000 personnes par jour, un record mondial), et de nombreux « Naftagates » grillagés franchissent le Rio Bravo.

Passer la frontière, c'est transformer le rêve en réalité pour près de **70 millions de touristes en comptant les excursionnistes qui bénéficient des mouvements prix bas mexicains, des législations favorables au jeu (Tijuana)**.

Les flux de marchandises sont intenses et désormais 80 % des échanges du Mexique se font avec son voisin du Nord : pétrole, matières premières, minerais, produits agricoles du Sonora et biens d'équipement, services financiers, culturels (TV cinéma). Les infrastructures sont saturées dans cette zone où le coût salarial est un moteur continu d'investissements (salaire minimum de 2,9 euros de l'heure en 2008). Pourtant, désormais, c'est le **trafic de cocaïne** qui rythme le quotidien de la frontière (77 % de l'approvisionnement du marché américain transite par le Mexique et des centres de redistribution de Phoenix, d'Houston). »



Source: Alain NONJON, « La frontière Etats-Unis/Mexique », *diploweb.com*, 7 janvier 2011

Une ligne...

a) Une dyade inscrite dans l'histoire

- Site préhispanique
- Territoires perdus
 - Texas (1845)
 - Californie (1848)
 - Région de Mesilla vendue (1853)
 - Nouveau-Mexique (1848)

b) Une frontière naturelle ?

- Rio Grande / Rio Bravo
- Terre de vide : désert

c) Frontière artificielle militarisée : le face à face...

- La barda : mur, grillage, barrière surveillée
- La Border patrol
- Ville du mouvement chicanos de Rudolfo Gonzales

Une zone de passage

a) Flux migratoires incontrôlés

- Flux de l'immigration clandestine mexicaine (environ 300 000 personnes passent la frontière chaque année)

b) Flux légaux

- Tijuana/San Diego : poste frontalier le plus fréquenté du monde (200 000 personnes par jour)

c) Une zone de trafics

- Flux de cocaïne (77% de la cocaïne transite par le Mexique)
- Zones de redistribution aux États-Unis
- Culiacan : Villes de principaux cartels de la cocaïne

Une interface en développement

- Principales twin cities développant des maquiladoras mexicaines
- Autres twin cities importantes
- Villes jumelles frontalières

Mexique : Part du revenu national de l'industrie maquiladora (en valeur ajoutée)

- Plus de 25%
- de 7,5 à 10%
- de 5 à 7,5%
- moins de 5%

États-Unis : Part des hispaniques dans la population de l'État

- plus de 30%
- de 15 à 30%
- de 5 à 15%
- moins de 5%

Flux de capitaux et de technologie et flux touristique venant des États-Unis



Un dossier documentaire qui permet d'aborder l'intérêt de chaque discipline et de « mettre en critique » les discours sur le mur de Trump pour mieux en saisir la complexité grâce à LA GEOPOLITIQUE

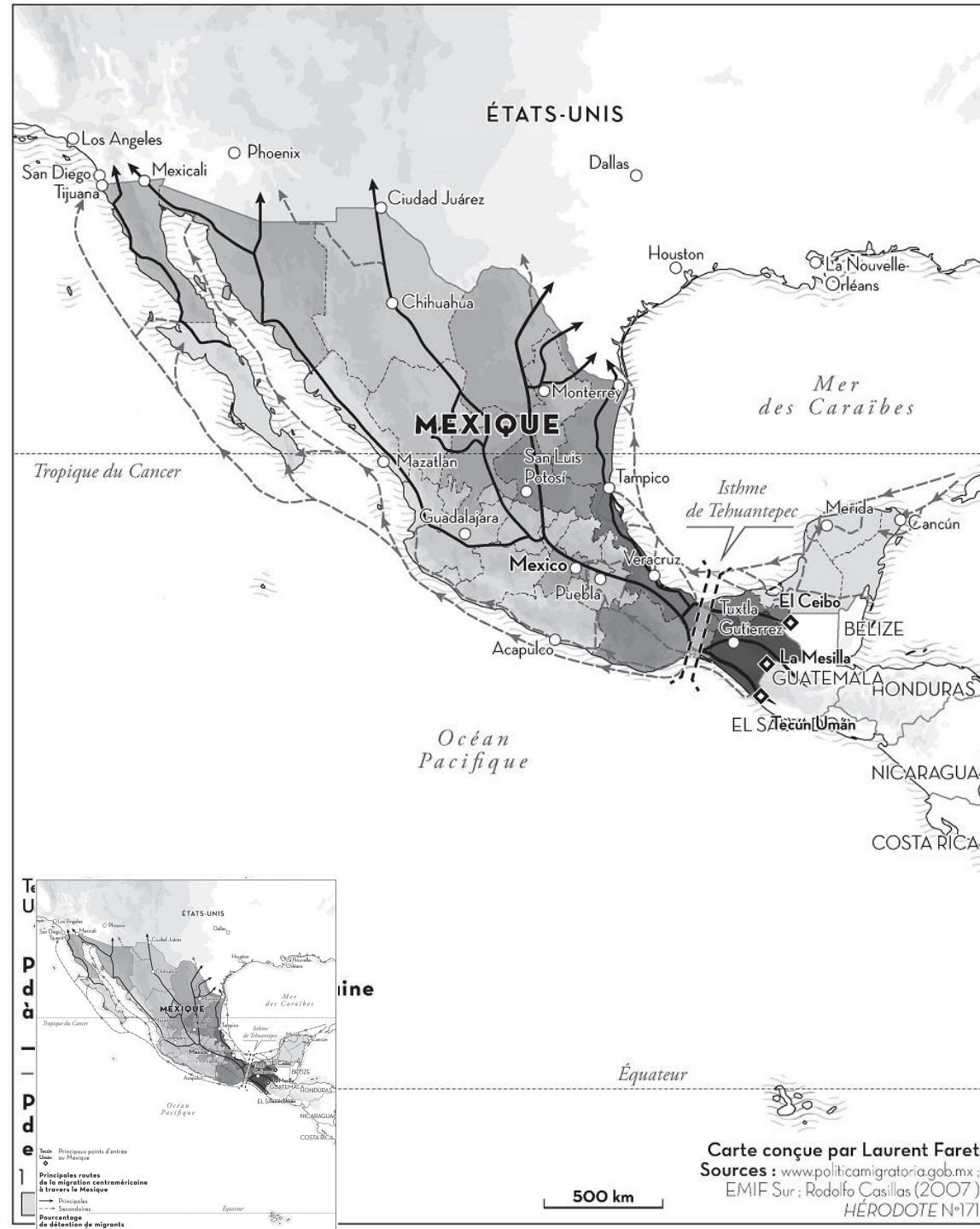
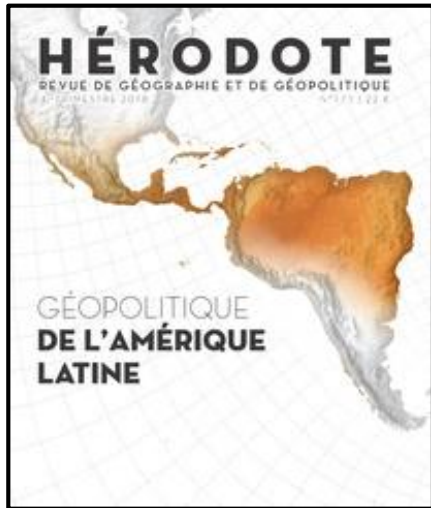
Travail sur un article d'une revue scientifique



« Loin des simplifications entretenues par certains discours politiques ou médiatiques, les logiques migratoires de l'espace régional nord et centraméricain sont aujourd'hui diverses. La polarisation migratoire par les États-Unis reste forte et l'aire de provenance des migrants internationaux s'est élargie. Pour exemple, le nombre d'appréhensions par la patrouille frontalière étasunienne a été plus élevé en 2017 pour les migrants venant du Triangle Nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Salvador) que pour le Mexique voisin (165 000 contre 130 000) . (...) **Une autre grande dynamique migratoire est aujourd'hui celle de la migration en provenance d'Amérique centrale, à destination des États-Unis et majoritairement de transit au Mexique.** Selon les sources, 200 000 à 500 000 migrants centraméricains traversent le Mexique annuellement. (...)

La place des questions migratoires dans les rapports géopolitiques dans la région s'inscrit dans un contexte de transformations profondes. **Depuis les attentats terroristes de 2001 aux États-Unis, la question du contrôle des frontières est devenue une pierre angulaire des relations dans la région, autour d'une perspective étasunienne de défense.** De ce point de vue, la politique étasunienne de renforcement du contrôle migratoire et de la frontière ne date pas de la période Trump. Si l'on utilise le critère des expulsions et reconduites à la frontière, les présidences de George W. Bush et Barack Obama ont été marquées par les niveaux les plus élevés de l'histoire récente des États-Unis, avec entre 300 000 et 400 000 événements annuels. Il s'est ensuivi un renforcement des effectifs de la *border patrol*, dans une perspective de sécurisation qui visait à éviter que des groupes terroristes utilisent les routes migratoires existantes pour arriver aux États-Unis, ce qui a en grande partie justifié une militarisation de la frontière, largement critiquée par les acteurs des organisations civiles de défense des migrants. Pour autant, ce sont bien les franchissements de la frontière de milliers de migrants – en situation légale ou non – qui ont été affectés, conduisant à une criminalisation de populations par ailleurs souvent en situation de vulnérabilité sociale et économique. **Dans ce contexte, la promesse de campagne de Donald Trump de construire un mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique est apparue à la fois comme une prolongation de cette dynamique de renforcement du contrôle et comme un élément de rhétorique propre au candidat, le projet phare d'une politique de « tolérance zéro » qui a plu à l'électorat conservateur aux États-Unis. »**

Source: Laurent FARET, « Enjeux migratoires et nouvelle géopolitique à l'interface Amérique latine-Etats-Unis », *Hérodote*, n°171, 2018, p. 89-105.



Un dossier documentaire qui permet d'aborder l'intérêt de chaque discipline et de « mettre en critique » les discours sur le mur de Trump pour mieux en saisir la complexité grâce aux SCIENCES POLITIQUES

Document 1- Décréter l'état d'urgence pour obtenir un financement pour le mur de Trump, est-ce constitutionnel ?

Depuis plusieurs semaines, le Congrès et le Président des États-Unis s'opposent sur le financement et la construction d'un mur à la frontière sud avec le Mexique. Pour empêcher un nouveau shutdown sans céder sur une promesse de campagne devenue un symbole, Donald Trump a laissé à nouveau entendre qu'il envisageait de recourir à ses pouvoirs d'urgence pour obtenir, en l'absence d'accord du Congrès, les fonds nécessaires. Il y a quelques jours, il annonçait ainsi son intention de déclarer l'urgence nationale lors de son discours sur l'état de l'Union. S'il n'en a finalement rien fait, il reste que ces annonces successives continuent d'interroger : le Président des États-Unis peut-il légalement recourir à ses pouvoirs d'urgence pour contourner l'opposition du Congrès ? (...)

Parce que le Président des États-Unis ne peut agir que s'il y a été habilité, ses initiatives ne seront valides que si elles sont susceptibles d'être rattachées à des pouvoirs conférés par la Constitution de 1787 ou par une loi du Congrès. S'il semble difficile de justifier par une habilitation constitutionnelle une telle intervention, Donald Trump pourrait peut-être rattacher son action aux pouvoirs d'urgence qui lui ont été délégués par le Congrès. (...)

À l'exception de la clause autorisant la suspension du privilège de l'ordonnance d'habeas corpus en cas de rébellion ou d'invasion (U.S. Const., Art. I, sect. 9, cl. 2), il n'existe pas dans la Constitution américaine de clause générale qui octroierait au Président des États-Unis des pouvoirs exceptionnels ou dérogoires qu'il ne pourrait mettre en œuvre qu'en cas de crise ou d'urgence nationale. Certains ont néanmoins pu soutenir que, même si la Constitution ne les mentionnait pas explicitement, de tels pouvoirs d'urgence pouvaient être déduits d'autres dispositions, parce qu'ils étaient « inhérents » au pouvoir exécutif confié au Président par la vesting clause de l'Article II de la Constitution (U.S. Const., Art. II, sect. 1, cl. 1). La question de l'existence et de la portée de tels pouvoirs « inhérents », en particulier dans la sphère de la politique intérieure, n'est pas définitivement tranchée en droit positif (...)

Pour répondre à l'urgence, les présidents américains ont généralement préféré avoir recours aux pouvoirs qui leur avaient été délégués par le Congrès et dont une étude récente a montré qu'il en existait plus d'une centaine. Il est intéressant de noter que, dans cette dernière hypothèse, et quels que soient les doutes que l'on peut avoir sur la légalité de l'initiative, il ne s'agit pas pour le Président d'utiliser le prétexte de l'urgence pour s'attribuer à lui-même des pouvoirs exceptionnels au détriment des autres branches du gouvernement fédéral mais, au contraire, de s'inscrire dans le système des *checks and balances* en prétendant se conformer à la volonté d'une législature passée (ex. : les sanctions économiques contre l'Iran décidées en 1979 par Jimmy Carter et renouvelées pour la trente-neuvième fois en novembre 2018 par D. Trump. (...)

Au final, plusieurs éléments – un cadre législatif très peu contraignant, l'attitude déférente des juges et un contrôle limité du Congrès – se conjuguent aujourd'hui pour offrir en fait, sinon en droit, à Donald Trump une grande liberté d'action, afin d'organiser le financement du mur en recourant aux pouvoirs d'urgence qui lui ont été cédés par le Congrès. Néanmoins, une telle stratégie supposerait aussi pour le Président de prendre le risque de pousser ses relations avec le Congrès et les cours jusqu'à un point de rupture et de voir la crise politique dégénérer en une authentique crise constitutionnelle, éprouvant par-là même les limites de l'autorité présidentielle.

Source : Maud Michaut, Donald Trump, le mur et les pouvoirs d'urgence du Président des États-Unis, blog.juspoliticum.com, 7 février 2019

Document 2- Des discours et des actes. Evolutions du mur de Trump.

Étapes	Discours de D. Trump Principaux arguments	Réactions d'acteurs du système politique américain
1- Discours de campagne – Élection présidentielle (nov.2016)	<p>* « Personne ne construit des murs mieux que moi, et je les construis à très bas coût »..</p> <p>* (au Président mexicain Enrique Pena Nieto) : « Une frontière sécurisée est un droit souverain et d'intérêt mutuel ».</p>	<p>* Le Président mexicain annonce sur twitter que son pays ne paiera jamais pour la construction du mur de Trump.</p>
2- 25 janv. 2017 : décret présidentiel actant le début du mur	<p>* Décret : lancement de la construction du mur ; application plus rigoureuse des lois sur l'immigration ; limitation de l'accès de « villes sanctuaires » aux fonds fédéraux.</p>	<p>* Margaret HUANG, directrice d'Amnesty International USA: « Les politiques des villes sanctuaires aident à protéger les droits humains des personnes notamment parce qu'elles donnent aux autorités compétentes les moyens de faire leur travail.»</p>
3- 6 nov. 2018 : majorité démocrate à la chambre des représentants aux élections de mi-mandat	<p>* « Succès extraordinaire », pour un scrutin (Sénat + chambre des représentants + Gouverneurs) considéré comme un référendum autour de sa personne.</p>	<p>* Nancy PELOSI, chef du parti démocrate à la chambre des représentants : « Aujourd'hui, c'est la restauration des pouvoirs et des contre-pouvoirs constitutionnels face à l'administration Trump. Nous avons une base bipartisane d'idées qui rend notre démocratie plus forte »</p>
4- 22 déc. 2018 : début du shutdown, suite à une menace de veto présidentiel	<p>* Donald Trump a rejeté jeudi 20 décembre un compromis budgétaire bâti au Congrès car il ne comprend pas de financement pour un mur frontalier avec le Mexique.</p>	<p>* Nancy PELOSI : « Le financement du mur est un projet qui sera tué dans l'œuf. Ils le savent »</p> <p>* La menace d'un shutdown a suscité l'inquiétude des milieux économiques, la Bourse de New York cédant 2 % jeudi à la clôture.</p>
5- Discours du 8 janv. 2019	<p>* « Au fil des années, des milliers d'Américains ont été brutalement tués par ceux qui sont entrés illégalement dans notre pays, et des milliers d'autres vies seront perdues si nous n'agissons pas maintenant »</p>	<p>De nombreuses études, y compris celles issues du cercle de réflexion libertarien CATO, insistent au contraire sur le fait que les immigrants commettent proportionnellement moins de crimes que les personnes nées aux États-Unis.</p>
6- Discours sur l'état de l'Union (5 fév. 2019)	<p>* « Les politiciens et donateurs fortunés font pression pour des frontières ouvertes, tout en vivant derrière des murs, des barrières et des gardes ! »</p>	<p>* La démocrate Stacey ABRAMS : « Nous savions que notre système politique bipartisan pouvait définir l'immigration du XXI^e siècle...cette administration choisit de mettre les enfants en cage et de séparer les familles »</p>
7- L'état d'urgence décrété le 15 fév.2019 pour financer le mur	<p>* « un smart wall » (« mur intelligent ») est en train d'être construit..</p>	<p>* L'historien Greg GRANDIN dans le New York Times : cette « nouvelle » nouvelle frontière serait la « pierre tombale » de l'Amérique du XXI^e siècle.</p>
8- Discours du 4 avril 2019 : Trump renonce au mur	<p>* « Si le Mexique ne veut pas aider, pas de problème, nous imposerons des tarifs douaniers sur leurs voitures qui arrivent aux États-Unis... Je le ferai, ce n'est pas un jeu, je le ferai... Je ne pense pas que nous aurons un jour à fermer la frontière ».</p>	<p>* Mitch MCCONNELL, chef de la majorité républicaine au Sénat : « Fermer la frontière pourrait avoir un impact économique catastrophique sur notre pays, et j'espère que nous n'allons pas le faire ».</p>

Proposition de travail coopératif autour de l'introduction du programme

Synthèse Groupe 1 :

- Idées.....

Synthèse Groupe 2 :

- Idées.....

Comprendre un enjeu du monde contemporain :
Pourquoi le Mur de Trump fait-il tant débat dans notre société ?

Synthèse Groupe 3 :

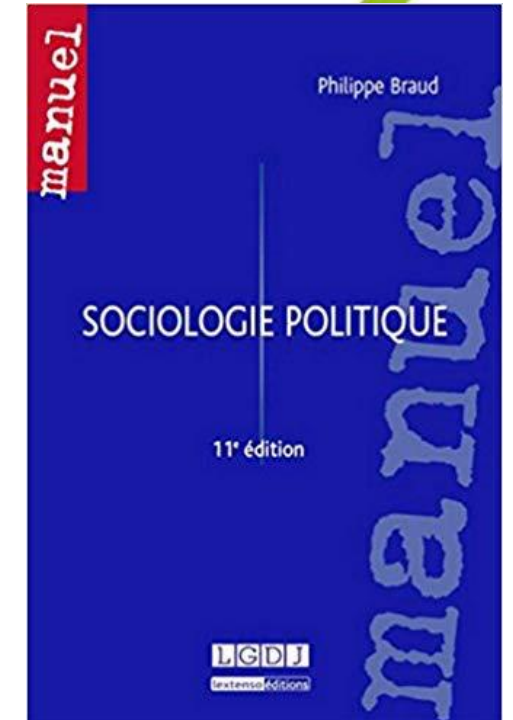
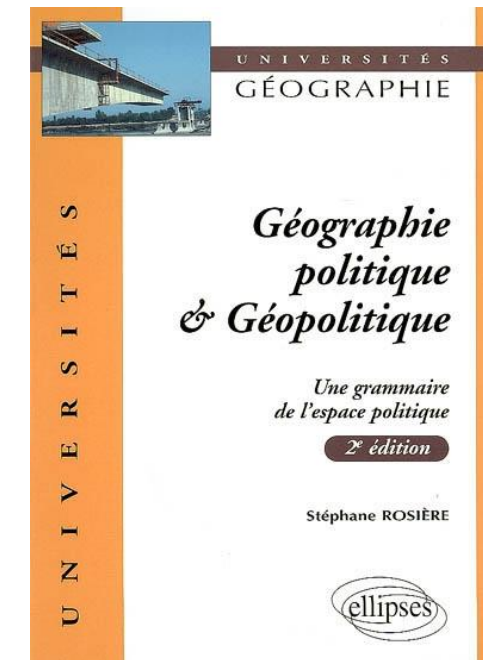
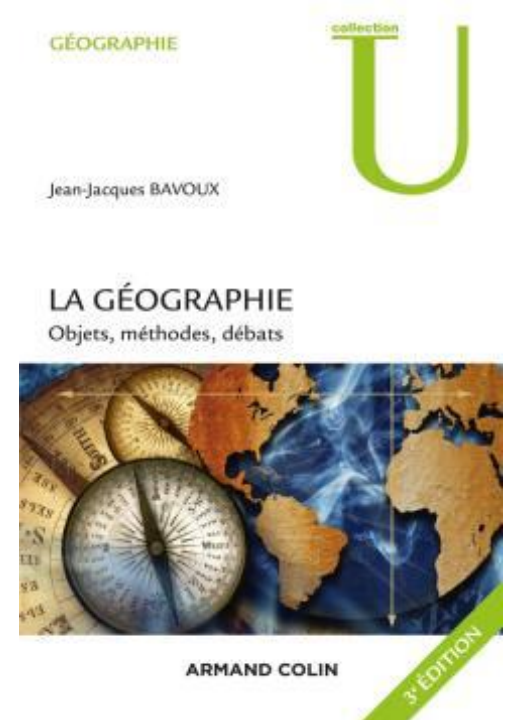
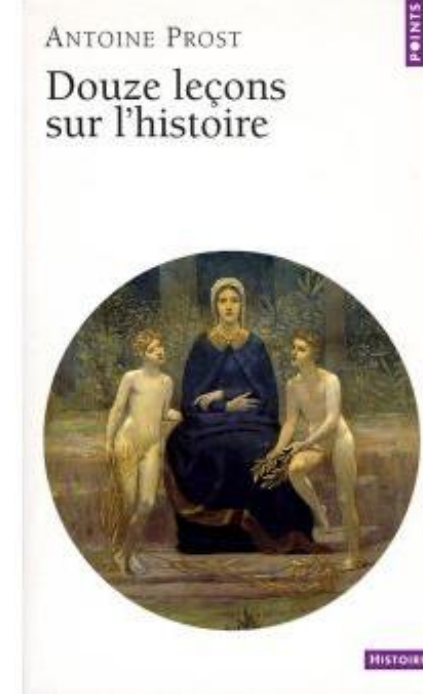
- Idées.....

Synthèse Groupe 4 :

- Idées.....

Séances 3 & 4 : travail d'analyse des 4 disciplines à partir de textes de présentation.

	Histoire	Géographie	Géopolitique	Sciences Politiques
A quoi sert la discipline ?				
Objets d'études				
Notions abordées				
Apport à la compréhension du monde				
Complémentarité avec les autres disciplines				
Définition de la discipline				
Liens avec le « Mur de Trump »				



Doc 1- Le temps, principal acteur de l'histoire.

« Le Va-et-vient permanent entre le passé et le présent, et entre les différents moments du passé, est l'opération même de l'histoire. [...]

Le premier travail de l'historien est la chronologie. Il s'agit d'abord de ranger les événements dans l'ordre du temps. L'exercice semble simple, évident. Il réserve souvent des surprises, car les événements se chevauchent, s'imbriquent.

Le second travail est la périodisation. De même que la géographie découpe l'espace en régions pour pouvoir l'analyser, l'histoire découpe le temps en périodes. La périodisation permet de penser à la fois la continuité et la rupture : continuité à l'intérieur des périodes, ruptures entre elles. En fait chaque objet historique a sa périodisation propre, avec ses vitesses et ses lenteurs. La hiérarchisation des temps permet d'articuler les temps différents les uns aux autres. C'est à quoi Fernand Braudel s'est attaqué dans sa *Méditerranée*. **Sa distinction de trois temps est devenue classique: un temps long, celui des structures géographiques et matérielles, un temps intermédiaire, celui des cycles économiques, de la conjoncture, et le temps court du politique, celui de l'événement.**

L'histoire n'est pas seulement travail sur le temps. Elle est aussi réflexion sur le temps, et sa fécondité propre.

L'histoire invite ainsi à une méditation rétrospective¹ sur la fécondité propre du temps, sur ce qu'il fait et défait. »

¹ Rétrospectif signifie tourné vers le passé

Source: Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p.110-123.

Doc 2- La géographie ça sert d'abord à comprendre le monde.

« [...] « Etre géographe, c'est lire le monde » (Brunel, 2011), c'est **trouver des explications à toutes les manifestations de la mondialisation, dont la spatialité évolue sans cesse.** Qui peut, dans ces conditions, mieux que la géographie, suivre pas à pas les extraordinaires bouleversements des circulations, la croissance exponentielle¹ de la mobilité, l'explosion du tourisme et ainsi décrypter les flux, les pôles et les angles morts qui **structurent les fonctionnements de la société internationale** ? Aucune science n'a davantage de capacité à cerner les nouvelles dimensions de l'espace-temps numérique et le rapetissage du monde transformé par le cyberspace par la révolution des télécommunications. A analyser pour nous les distributions économiques du XXIe siècle, pays émergents et paradis fiscaux.

De fait aujourd'hui, l'information géographique est partout. Dans nos ordinateurs, nos téléphones, nos montres, nos voitures, etc. Combien de lieux différents sont cités chaque jour dans les journaux télévisés ? Qui peut contester la nécessité de disposer de cartes et de plans ? **Jamais la dimension spatiale n'a été aussi déterminante dans les débats citoyens.** Face à l'état de la planète qui paraît aux citoyens toujours plus désordonnée et inquiétante, **qui mieux que les géographes sauraient penser le monde, en comprendre les acteurs, les rapports de forces, les défis, les beautés mais aussi les dangers ? »**

¹ Une croissance exponentielle est une croissance de plus en plus rapide

Source: Jean-Jacques Bavoux, *La géographie. Objets, méthodes, débats*, Paris, A. Colin, 3^e éd., 2016.

Doc 3- A quoi sert la géopolitique pour comprendre le monde d'aujourd'hui ?

« Le cadre politique est constitué de territoires délimités par des frontières, reliés par des réseaux, formant des lignes politiques fondamentales, et commandés par des pôles. Territoires, lignes et pôles forment une géométrie fondamentale de l'espace politique.

[...] Lorsque l'espace est envisagé en tant qu'enjeu¹, il devient l'objet de la géopolitique. Dans cette perspective, l'espace n'intéresse plus tant pour ce qu'il est, comme dans la géographie classique ou politique, que pour ce qu'il représente.

Considérer l'espace comme enjeu sous-entend que celui-ci est convoité par des acteurs qui s'affrontent pour le contrôle (ou la domination) des territoires. L'analyse géopolitique s'intéresse donc aux acteurs, aux enjeux qui motivent leur confrontation et aux dynamiques territoriales qui découlent de leur rivalité.

Les acteurs en géopolitique sont les entités qui luttent et s'affrontent. Chaque acteur développe ses représentations territoriales. Il s'agit d'une conception de l'espace et du cadre politique qui lui est propre.

A quel titre les territoires sont-ils des enjeux ? **Le territoire est parfois un enjeu pour lui-même, à titre symbolique, mais il l'est le plus souvent en raison de l'intérêt qu'il représente pour un acteur.** Cet intérêt est lié soit aux richesses qu'il recèle, soit à la « sécurité » qu'il offre, soit in fine à la « puissance » que son contrôle ou sa domination peut conférer. »

¹ Un enjeu est ce que l'on risque de gagner ou de perdre

Source: Stéphane Rosière, *Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Paris, Ellipses, 2^e édition, 2007.

Doc 4- Les Sciences Politiques servent d'abord à questionner l'énigme du *pouvoir* dans le monde d'aujourd'hui

« [...] Plus que tout autre [Max Weber] aura contribué, par son legs de concepts et ses méthodes d'interrogations, à structurer intellectuellement la science politique comme discipline. (...)

Il n'est pas arbitraire de considérer qu'aucune vie sociale n'est possible sans réponses apportées à trois exigences irréductibles : produire et distribuer des biens grâce auxquels seront satisfaits les besoins matériels des individus ; mettre en place des outils de communication qui permettent l'intercompréhension (langages, croyances partagées, symboliques communes) ; maîtriser le problème de la contrainte. **La question politique centrale est donc la régulation de la coercition¹**. Il existe un système d'injonctions² (donner, faire, et surtout peut-être ne pas faire) qui fait l'objet d'un travail politique permanent de légitimation³, en même temps que son effectivité s'appuie sur la monopolisation de la coercition au profit des gouvernements. Dès lors, à côté de l'économie et de la sociologie, la science politique voit donc se dégager un objet propre qui la constitue comme science sociale à part entière».

¹ La coercition est l'action de contraindre, obliger, réprimer, et notamment de contraindre à obéir à la loi

² L'injonction est l'action de donner un ordre

³ La légitimation est le fait de faire reconnaître une décision comme légitime, c'est-à-dire conforme à la loi, à la constitution, ou à la tradition

Source: Philippe Braud, *Sociologie politique*, L.G.D.J., 2) édition, 1994, pp. 13-16.

	Histoire	Géographie	Géopolitique	Sciences Politiques
A quoi sert la discipline ?	A ordonner et analyser des événements et périodes passés à partir d'une méthode d'objectivisation, critique et mise à distance	A décrire et analyser le rapport des sociétés à l'espace pour expliquer l'organisation et l'agencement du monde	A étudier et expliquer les enjeux d'un territoire pour des acteurs dont les intérêts antagonistes génèrent des rivalités plus ou moins impactantes	A décrire et interpréter la régulation opérée par l'État à travers des modes de coercition légitimes
Objets d'études	Temps, périodisation, temporalités	Espace, spatialité	Espace, politique	Théorie politique, l'État, relations internationales
Notions abordées	Chronologie, acteurs, événements, permanences et ruptures	Acteurs, espace, territoire, information géographique	Acteurs, enjeux, dynamiques territoriales, confrontation, contrôle/domination	Autorité, pouvoir, domination, régulation, légitimation
Apport à la compréhension du monde	Travailler sur le temps écoulé pour comprendre le présent et établir des pronostics pour le futur	Mieux comprendre comment les sociétés par leurs pratiques et représentations ont un impact sur les espaces à différentes échelles	Comprendre que les rapports des individus et sociétés à l'espace sont définis par les enjeux qu'ils projettent dessus et par le rapport de force établi entre les acteurs	Mieux comprendre comment s'articulent les processus de coercition et de légitimation
Complémentarité avec les autres disciplines	Articuler l'analyse du temps aux structures politiques, sociales, culturelles et géographique	Articuler les analyses spatiales avec une profondeur historique (géohistoire) et actorielle (les intérêts des acteurs générant des dynamiques territoriales)	Articuler les approches spatiales et politiques en focalisant l'étude sur les acteurs et leurs représentations (avec une profondeur historique) et les répercussions sur l'espace géographique	Articuler les approches théorique (histoire de la pensée, philo politique) et empirique (enquêtes) des dispositifs de pouvoir
Définition de la discipline	Discipline qui a pour objet <i>le temps</i> , c'est-à-dire la compréhension d'un fait passé en mettant en ordre les événements et en expliquant ses causes, son déroulement et ses conséquences au prisme de différentes temporalités	Discipline qui a pour objet <i>l'espace social</i> , c'est-à-dire un espace agencé et pensé par les pratiques et représentations d'acteurs.	Discipline qui a pour <i>objet l'espace comme enjeu</i> pour des acteurs qui déploient des stratégies pour en prendre le contrôle et dont découlent des dynamiques pour les territoires.	Discipline qui a pour objet <i>le politique</i> , c'est-à-dire un champ social de contradictions et d'agrégations d'intérêts, régulé par un pouvoir détenteur de la coercition légitime

Revenir alors sur le « mur de Trump » à partir de ce document lors de la séance 5

Ouverture en fin de séquence introductive :

Pourquoi les 5 thèmes du programme vont me permettre de mieux **COMPRENDRE** le monde notamment le « mur de Trump » ?

(montrer que les apports des notions de démocratie, puissance, médias, religion et frontière vont permettre de mieux comprendre cette situation... et bien d'autres)

Les mêmes documents, dans une version plus longue

Doc 1- Le temps, principal acteur de l'histoire.

« Le Va-et-vient permanent entre le passé et le présent, et entre les différents moments du passé, est l'opération même de l'histoire. *L'historien, qui est lui-même dans le temps, le met en quelque sorte à distance de travail et il le jalonne pour ses recherches, il le marque de ses repères, il lui donne une structure. Ce temps objectivé présente deux caractères complémentaires. Il exclut d'abord la perspective téléologique, qui cherche dans l'après la raison de l'avant. Ce qui se passe après ne peut être cause de ce qui s'est produit avant. Mais il reste que le temps est facteur de nouveauté, créateur de surprises. Il a un mouvement et une direction. D'où son second caractère: il permet le pronostic. Non la prophétie, mais le pronostic, qui va du présent au futur, qui s'appuie sur le diagnostic adossé au passé pour augurer des évolutions possibles, et évaluer leurs probabilités respectives. Objectivé, mis à distance, orienté vers un avenir qui ne le régit pas rétroactivement, mais dont on peut discerner des lignes probables d'évolution, l'histoire travaille un temps déjà écoulé.*

Le premier travail de l'historien est la chronologie. Il s'agit d'abord de ranger les événements dans l'ordre du temps. L'exercice semble simple, évident. Il réserve souvent des surprises, car les événements se chevauchent, s'imbriquent.

Le second travail est la périodisation. De même que la géographie découpe l'espace en régions pour pouvoir l'analyser, l'histoire découpe le temps en périodes. La périodisation permet de penser à la fois la continuité et la rupture: continuité à l'intérieur des périodes, ruptures entre elles. En fait chaque objet historique a sa périodisation propre, avec ses vitesses et ses lenteurs. La hiérarchisation des temps permet d'articuler les temps différents les uns aux autres. C'est à quoi Fernand Braudel s'est attaqué dans sa *Méditerranée*. **Sa distinction de trois temps est devenue classique: un temps long, celui des structures géographiques et matérielles, un temps intermédiaire, celui des cycles économiques, de la conjoncture, et le temps court du politique, celui de l'événement.**

L'histoire n'est pas seulement travail sur le temps. Elle est aussi réflexion sur le temps, et sa fécondité propre. **L'histoire invite ainsi à une méditation rétrospective sur la fécondité propre du temps, sur ce qu'il fait et défait.** »

Source: Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p.110-123.

Doc 2- La géographie ça sert d'abord à comprendre le monde.

« Il suffit de regarder le spectacle saisissant du monde actuel, la « face de la Terre » d'aujourd'hui, pour comprendre instantanément à quel point la géographie est une science plus indispensable que jamais, tant elle « offre une manière de trouver un certain sens dans cet embrouillamini » (Kaplan, 2014). Comment, sans elle, se représenter le territoire réticulaire que tisse Daech au Moyen-Orient ou intégrer la configuration inédite des toutes nouvelles « grandes régions » françaises ? Comment, sans les savoirs géopolitiques, posséder les clés des conflits d'Ukraine, du Soudan ou du Yémen, des routes des réfugiés vers l'Europe, des réseaux de mafias, des narcotrafics ou du djihad, des nouveaux murs qui fractionnent le monde ?

« Etre géographe, c'est lire le monde » (Brunel, 2011), c'est **trouver des explications à toutes les manifestations de la mondialisation, dont la spatialité évolue sans cesse**. Qui peut, dans ces conditions, mieux que la géographie, suivre pas à pas les extraordinaires bouleversements des circulations, la croissance exponentielle de la mobilité, l'explosion du tourisme et ainsi décrypter les flux, les pôles et les angles morts qui **structurent les fonctionnements de la société internationale**? Aucune science n'a davantage de capacité à cerner les nouvelles dimensions de l'espace-temps numérique et le rapetissage du monde transformé par le cyberspace par la révolution des télécommunications. A analyser pour nous les distributions économiques du XXI^e siècle, pays émergents et paradis fiscaux.

De fait aujourd'hui, l'information géographique est partout. Dans nos ordinateurs, nos téléphones, nos montres, nos voitures, etc. Combien de lieux différents sont cités chaque jour dans les journaux télévisés? Qui peut contester la nécessité de disposer de cartes et de plans? **Jamais la dimension spatiale n'a été aussi déterminante dans les débats citoyens**. Face à l'état de la planète qui paraît aux citoyens toujours plus désordonnée et inquiétante, **qui mieux que les géographes sauraient penser le monde, en comprendre les acteurs, les rapports de forces, les défis, les beautés mais aussi les dangers ? »**

Source: Jean-Jacques Bavoux, *La géographie. Objets, méthodes, débats*, Paris, A. Colin, 3^e éd., 2016.

Doc 3- A quoi sert la géopolitique pour comprendre le monde d'aujourd'hui ?

« Le cadre politique est constitué de territoires délimités par des frontières, reliés par des réseaux, formant des lignes politiques fondamentales, et commandés par des pôles. Territoires, lignes et pôles forment une géométrie fondamentale de l'espace politique.

La géographie politique inclut aussi la description des frontières qui délimitent ces territoires. Au-delà des frontières, c'est une typologie des « lignes politiques » qui paraît nécessaire. Si les lignes politiques par excellence sont les frontières (ou frontières internationales): enveloppe du territoire des Etats (terrestre, maritime et aérienne), la géographie politique ne peut pas ignorer les limites administratives internes et les frontières socio-culturelles. Ces lignes séparatrices d'ordre linguistique, confessionnel, ou socio-économiques, si elles existent clairement, sont bien des lignes politiques significatives. La géographie politique peut être considérée comme la description et l'étude du cadre politique (à toutes les échelles: mondiale, régionale ou locale); ce cadre étant formé de territoires, lignes et pôles. Cette étude n'apparaît pas tant une fin en soi qu'elle ne constitue un premier pas réunissant les prolégomènes géographiques nécessaires à l'analyse géopolitique.

Lorsque l'espace est envisagé en tant qu'enjeu, il devient l'objet de la géopolitique. Dans cette perspective, l'espace n'intéresse plus tant pour ce qu'il est, comme dans la géographie classique ou politique, que pour ce qu'il représente. **Considérer l'espace comme enjeu sous-entend que celui-ci est convoité par des acteurs qui s'affrontent pour le contrôle (ou la domination) des territoires. L'analyse géopolitique s'intéresse donc aux acteurs, aux enjeux qui motivent leur confrontation et aux dynamiques territoriales qui découlent de leur rivalité.**

Les acteurs en géopolitique sont les entités qui luttent et s'affrontent. Chaque acteur développe ses représentations territoriales. Il s'agit d'une conception de l'espace et du cadre politique qui lui est propre.

A quel titre les territoires sont-ils des enjeux? **Le territoire est parfois un enjeu pour lui-même, à titre symbolique, mais il l'est le plus souvent en raison de l'intérêt qu'il représente pour un acteur.** Cet intérêt est lié soit aux richesses qu'il recèle, soit à la « sécurité » qu'il offre, soit in fine à la « puissance » que son contrôle ou sa domination peut conférer. »

Source: Stéphane Rosière, *Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Paris, Ellipses, 2^e édition, 2007.

Doc 4- Les Sciences Politiques servent d'abord à questionner l'énigme du pouvoir dans le monde d'aujourd'hui

*« La conception dominante de la science politique aujourd'hui, s'inscrit dans une autre perspective généalogique que celle de l'héritage des grands philosophes politiques. Sans méconnaître l'importance d'influences plus anciennes, Robert Nisbet situe entre 1830 et 1900 les années cruciales pour la formation des sciences sociales. Outre Tocqueville et Marx, il cite Tönnies, Weber, Durkheim et Simmel, "ces quatre hommes qui, de l'avis de tous, ont fait le plus pour donner une forme systématique à la théorie sociologique moderne". Leurs ouvrages selon lui ne doivent rien, ou presque, à la philosophie des Lumières, notamment à ses penchants pour un discours spéculatif hypothético-déductif; ils se nourrissent au contraire d'une forte ambition d'examen empirique des réalités observables. Parmi les œuvres plus directement fondatrices de la perspective moderne, il faut citer d'abord celle de Durkheim. Mais ce qui frappe aussi, dans l'ensemble de ses ouvrages, c'est l'absence d'une vision autonome de l'objet politique et, corrélativement, l'absorption pure et simple d'une science politique, d'ailleurs jamais nommée, dans la sociologie. Au contraire, **Max Weber**, ne craint pas de placer des problèmes politiques au cœur même de sa démarche scientifique, soit qu'il se préoccupe de l'éthique du chercheur (Le savant et le politique) soit qu'il développe des analyses très élaborées sur des questions comme les modes de légitimation du pouvoir ou la rationalité bureaucratique dans le fonctionnement des États modernes. Plus que tout autre il aura contribué, par son legs de concepts et ses méthodes d'interrogations, à structurer intellectuellement la science politique comme discipline. (...)*

Il n'est pas arbitraire de considérer qu'aucune vie sociale n'est possible sans réponses apportées à trois exigences irréductibles: produire et distribuer des biens grâce auxquels seront satisfaits les besoins matériels des individus; mettre en place des outils de communication qui permettent l'intercompréhension (langages, croyances partagées, symboliques communes); maîtriser le problème de la contrainte. **La question politique centrale est donc la régulation de la coercition.** Il existe un système d'injonctions (donner, faire, et surtout peut-être ne pas faire) qui fait l'objet d'un travail politique permanent de légitimation, en même temps que son effectivité s'appuie sur la monopolisation de la coercition au profit des gouvernements. Dès lors, à côté de l'économie et de la sociologie, la science politique voit donc se dégager un objet propre qui la constitue comme science sociale à part entière».

Source: Philippe Braud, *Sociologie politique*, L.G.D.J., 2) édition, 1994, pp. 13-16.